



INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE : 13/08/2019
	REFERENCE : RFP 02/2019

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre de L'Assistance technique aux apiculteurs de la Région d'El Khroub pour l'adoption de nouvelles techniques d'élevage des abeilles, de diversification de la production, et de promotion de la territorialité des produits

Veillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les offres doivent comprendre une **proposition technique et une proposition financière toutes deux signées, placées sous pli scellé** et séparées, devront nous parvenir par courrier DHL ou par porteur à l'adresse suivante:

Programme des Nations Unies pour le développement
41, Rue Mohamed Khoudi El-Biar, 16003 –Alger-

Votre soumission doit être rédigée en **Français**, et assortie d'une durée de validité minimum de **120 jours**

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

Cordialement,
Edwine Carrie
Deputy Resident Representative

Annexe 1

Description des exigences

Contexte	<p>Le projet « Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles (CapDeL) : démocratie participative et développement local » signé par le Gouvernement algérien et le Programme des Nations Unies pour le Développement a pour objectif le renforcement des capacités des acteurs du développement local.</p> <p>Au cœur de ce renforcement des capacités se situe le renforcement des capacités des organisations locales de la société civile, et l'appui à leur travail conjoint avec les autorités locales dans le cadre de la planification stratégique communale et des processus de développement local qui en découlent.</p>
Partenaire de réalisation du PNUD	Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales, et de l'Aménagement du Territoire
Brève description des services requis ¹	Assistance technique aux apiculteurs de la région d'El Khroub pour l'adoption de nouvelles techniques d'élevage des abeilles, de diversification de la production, et de promotion de la territorialité des produits.
Liste et description des prestations attendues	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un calendrier et un guide méthodologique pour la réalisation de la formation des formateurs 2. Un kit de matériel didactique très synthétique (affiches illustrées très simples et power points) en arabe pour servir aux formations de formateurs, puis aux apiculteurs 3. Un rapport attestant du bon déroulement des sessions de formation des formateurs 4. Un rapport attestant de la supervision des formations aux apiculteurs et du bon déroulement de celles-ci 5. Une fiche de besoin pour l'équipement du centre de formation en élevage de reine et production de gelée royale, accompagnée en annexe de fiches techniques pour chacun des équipements, afin de préparer un appel d'offre pour leur achat et acheminement 6. Un guide pratique, synthétique, en français, résumant l'appui à la territorialisation des produits de l'apiculture locale, pour servir de capitalisation et assurer la durabilité de l'appui
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Conseiller Technique Principal, Programme CapDeL
Fréquence des rapports	Trimestrielle

¹ Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

Exigences en matière de rapport d'avancement	Voir TDR			
Lieu des prestations	El Khroub, wilaya de Constantine, Algérie			
Durée prévue des prestations	Novembre 2019, Janvier 2020, Mars 2020			
Date de commencement prévue	Octobre 2019			
Date-limite d'achèvement	Juillet 2020			
Déplacements prévus	Destination/s	Durée prévue	Brève description de l'objet du déplacement	Date(s)-prévues
	Constantine	5 jours	Formation des formateurs	Novembre 2019
	Constantine	10 jours	Accompagnement formations apiculteurs et préparation de l'équipement du centre de formation pour la pratique de l'élevage de reine et de la production de gelée royale	Février 2020
	Constantine	8 jours	Définition d'une feuille de route pour améliorer la coordination des apiculteurs et d'un plan pour la promotion des produits du territoire	Avril 2020
	Constantine	5 jours	Appui à l'insertion des femmes rurales formées au griffage de reines	Juin 2020
Exigences particulières en matière de sécurité	<input type="checkbox"/> Non requis			
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	Voir TDR			
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	Requis			
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	Requis			
Devise de la soumission	X Dollar des Etats-Unis X Euro X Devise locale pour les entreprises Algériennes			

Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert ²	Doit inclure la TVA et autres impôts indirects applicables
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	120 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.
Soumissions partielles	Interdite
Conditions de paiement ³	Voir TDR
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Conseiller Technique Principal du projet CapDeL
Type de contrat devant être signé	<input type="checkbox"/> Contrat de services professionnels
Critère d'attribution du contrat	<input type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.
Critère d'évaluation de la soumission	Soumission technique (70 %) <input type="checkbox"/> Expertise de l'entreprise 30% <input type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation aux conditions et au calendrier du plan d'exécution 40% <input type="checkbox"/> Structure de la direction et qualifications du personnel clé 30% Soumission financière (30 %) A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.
Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Un seul et unique prestataire de services

² L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

³ Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

Annexes de la présente RFP ⁴	<input type="checkbox"/> Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) ⁵ <input type="checkbox"/> TOR détaillés
Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrites uniquement) ⁶	Procurement.Project.dz@undp.org Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.

Termes de références

⁴ Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

⁵ Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

⁶ La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

Contexte

Le projet « Programme de renforcement des capacités des acteurs de développement local/communes modèles (CapDeL) : démocratie participative et développement local » signé par le Gouvernement algérien et le Programme des Nations Unies pour le Développement a pour objectif le renforcement des capacités des acteurs du développement local.

Au cœur de ce renforcement des capacités se situe le renforcement des capacités des organisations locales de la société civile, et l'appui à leur travail conjoint avec les autorités locales dans le cadre de la planification stratégique communale et des processus de développement local qui en découlent.

Suite à un appel à projet à destination des associations locales des communes pilotes du CapDeL, 45 associations locales ont soumis, en Octobre 2018, des propositions de projets visant à être financées par le CapDeL. Un Comité de Sélection composé de représentants du MICALAT, du PNUD et de l'Union Européenne a sélectionné 16 associations pour participer à l'incubateur national de projets associatifs CapDeL. Après 2 sessions d'une semaine de formation et d'écriture de projet, centrées non pas seulement sur la méthodologie mais plutôt sur l'approche et le contenu d'un véritable projet intégré de développement local, 9 projets associatifs ont été validés pour financement par un nouveau Comité de Sélection composé des mêmes acteurs.

Parmi les 9 projets associatifs sélectionnés par le Comité du 12 juin 2019, se trouve le projet d'appui au développement de l'apiculture dans la commune d'El Khroub. Ce projet, géré par l'Association des Apiculteurs de la Commune, inclut des formations de formateurs dans les domaines suivants :

- Techniques éco-durables d'élevage de reines et de production de la gelée royale (5 jours x 2 experts);
- Accompagnement aux structures locales de l'association pour améliorer la coordination des apiculteurs (5 jours x 2 experts);
- La préparation de l'équipement du centre de formation pour la pratique de l'élevage de reine et de la production de gelée royale (1 jour x 2 experts);
- Soutien technique à la promotion des produits en tant que produits du territoire (5 jours x 2 experts)
- Définition d'un plan pour l'insertion de 20 femmes rurales formées dans le griffage des larves de reines (4 jours x 2 experts)

Le projet inclut également l'équipement d'un centre de formation pour la pratique de l'élevage de reine et de la production de gelée royale.

Le PNUD se charge donc, au nom de l'association, de mobiliser l'expertise internationale nécessaire à l'atteinte des résultats du projet.

Justification :

L'objet de cette consultation est de solliciter les prestations d'un Prestataire possédant une expérience spécifique dans l'appui à l'apiculture, qui se chargera de développer et de mettre en œuvre, en concertation avec l'équipe du CapDeL, un plan de formation de formateurs en élevage de reine, y compris dans l'optique d'une formation de femmes rurales au griffage de reines, de production de gelée royale et de territorialisation des produits de l'apiculture locale.

Le Prestataire interviendra dans un projet déjà en cours, géré par l'Association des apiculteurs d'El Khroub, en coordination avec les autorités locales, et tous les aspects logistiques locaux de son intervention seront pris en charge par l'association, y compris la sélection des formateurs à former.

Le groupe d'experts mobilisés par le Prestataire pour réaliser cette mission sera composé d'au moins un expert en développement territorial, qui sera le point focal du CapDeL et le chef de projet du côté du Prestataire, et d'un apiculteur.

Le chef de projet devra posséder une expérience dans la formation des adultes, et l'apiculteur dans la transmission de son savoir à d'autres apiculteurs. Ils devront être capables, ensemble, de développer des formations tournés vers l'action, selon l'approche « apprendre en faisant », dans l'optique d'un renforcement

de l'ancrage territorial de l'activité apicole à El Khroub (liens entre les produits et le territoire, accès aux marchés, coordination avec les services de l'Etat et les autorités locales).

Objet de la mission

L'objectif visé par cette mission est de développer les capacités des apiculteurs d'El Khroub en introduisant des techniques innovantes d'élevage des abeilles (notamment des reines) et en permettant la diversification de la production apicole locale (notamment à travers la production de gelée royale), ainsi qu'en améliorant les liens entre la production apicole et le territoire, à travers la formation de formateurs locaux.

Les formations des formateurs se dérouleront au cours du dernier trimestre 2019, et se feront en deux étapes, une formation théorique et une formation pratique par un encadrement dans la formation des apiculteurs locaux par les formateurs formés par le prestataire.

Déroulement de la mission :

Cette mission sera exécutée par une coopérative apicole, une association, un Institut, ou tout autre entité territoriale possédant une expérience significative dans les domaines nommés ci-dessus.

La mission consiste à soutenir l'Association des Apiculteurs de El Khroub, au niveau territorial, en mettant à sa disposition une plateforme d'experts, des opportunités d'échanges et des liaisons de marché pour :

- La formation de 10 formateurs sur des techniques éco-durables d'élevage des reines et de production de la gelée royale (5 jours x 2 experts);
- L'accompagnement des formateurs dans leurs formations à 80 apiculteurs locaux et 20 femmes rurales (8 jours x 2 experts) ;
- La préparation de l'équipement du centre de formation pour la pratique de l'élevage de reine et de la production de gelée royale (2 jours x 2 experts) ;
- La définition conjointe avec l'association d'une feuille de route pour améliorer la coordination des apiculteurs (3 jours x 2 experts);
- La définition conjointe avec l'association et les apiculteurs formés d'un plan pour la promotion des produits en tant que produits du territoire (5 jours x 2 experts) ;
- La définition d'un plan pour l'insertion de 20 femmes rurales formées dans le griffage des larves de reines et le lancement de premières activités pilotes (5 jours x 2 experts).

Les activités viseront à définir et à expérimenter un nouveau cadre de coordination territoriale (réseautage/consortium) parmi les apiculteurs déjà actifs et les nouveaux formés, mais aussi des nouveaux produits avec un grand potentiel de marché intégrant la production des apiculteurs, et méthodes et outils de promotion et de labellisation territoriale des produits de l'apiculture de El Khroub.

Les experts du Prestataire devront établir, à la fin de chaque session, un rapport synthétique sur son déroulement. La structure des contenus de ce rapport sera fixée conjointement par l'équipe du Capdel et le Prestataire.

Nota : les frais de prise en charge des formateurs à former ainsi que les frais de logistique des sessions de formation au niveau local ne seront pas à la charge du Prestataire. Les frais liés à l'achat des équipements du centre de formation ne sont pas non plus à la charge du Prestataire. Seuls les déplacements des experts, et leurs frais d'hébergements et de logistique seront incluses dans la proposition méthodologique et financière des candidats, et autres frais liés à la production des livrables listés ci-dessous, seront à la charge du Prestataire.

Compétences et qualifications requises

- Au moins 5 ans d'expérience dans le secteur du développement territorial et de l'agriculture éco-durable

- Au moins 5 ans d'expérience et expertise certifiable dans l'accompagnement des producteurs locaux dans la territorialisation de la production apicole (mise en réseau des apiculteurs, coordination avec les autorités locales et/ou les ministères nationaux, marketing territorial, commercialisation locale et nationale, etc.)
- Au moins 2 missions d'appui dans la Région du Sud de la Méditerranée (Maghreb, en particulier)
- Au moins 2 missions d'appui au secteur de l'apiculture avec échanges et réseautage Sud/Sud ou Nord/Sud en Méditerranée

Documents constitutifs de l'offre

Les soumissions devront être présentées en offre technique et offre financière distinctes. L'offre technique devra contenir tout ce qui sera nécessaire à sa bonne compréhension et évaluation, à savoir :

Offre technique :

Une présentation détaillée du Prestataire, notamment de travaux similaires ;

Une note méthodologique sur le déroulement de la mission (pour chaque livrable)

Un calendrier de travail pour la réalisation des livrables attendus, détaillé conformément au descriptif du « déroulement de la mission » des présents termes de référence ;

Les CV détaillés des experts mobilisés pour la prestation, accompagnés, pour chaque expert mobilisé, d'une lettre d'engagement à participer au sein de l'équipe.

Une offre financière :

L'offre financière pour la réalisation des produits attendus (livrables), selon le calendrier d'exécution proposé dans l'offre technique.

Livrables attendus et calendrier de paiement	Montant de l'offre
Un calendrier et un guide méthodologique pour la réalisation de la formation des formateurs	20%
Un kit de matériel didactique très synthétique (affiches illustrées très simples et power points) en arabe pour servir aux formations de formateurs, puis aux formateurs	15 %
Un rapport attestant du bon déroulement des sessions de formation des formateurs	20 %
Un rapport attestant de la supervision des formations aux apiculteurs et du bon déroulement de celles-ci	20 %
Une fiche de besoin pour l'équipement du centre de formation en élevage de reine et production de gelée royale, accompagnée en annexe de fiches techniques pour chacun des équipements, afin de préparer un appel d'offre pour leur achat et acheminement	10%
Un guide pratique, synthétique, en français, résumant l'appui à la territorialisation des produits de l'apiculture locale, pour servir de capitalisation et assurer la durabilité de l'appui	15 %
Total	100 %

1- Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées en deux étapes selon les critères suivants :

1- Evaluation de l'offre technique selon les critères ci-après :

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique	Coefficient de pondération de la note	Points maximum
Expertise de l'entreprise	30%	300
Méthodologie de travail, planning et chronogramme détaillé par expert et par tâche	40%	400
Experts proposés	30%	300
Total	100%	1000

Evaluation de la soumission technique Formulaire 1	Points maximum
Expertise de l'entreprise	300
1.1 Nombre d'années d'expérience de l'institution dans le domaine du développement territorial et de l'agriculture éco-durable Inférieure à 5 : 0 point Entre 5 et 7 ans : 50 points Entre 7 et 10 ans : 70 points Plus de 10 ans : 100 points	
1.2 Nombre d'années d'expérience de l'institution dans l'accompagnement des producteurs locaux dans la territorialisation de la production apicole Inférieure à 5 : 0 point Entre 5 et 7 ans : 50 points Entre 7 et 10 ans : 70 points 10 ans et plus : 100 points	
1.3 Nombre de missions d'appui au secteur de l'apiculture dans la Région du Sud de la Méditerranée Aucune mission : 0 point 1 mission : 20 points 2 missions et plus : 40 points Une mission au Maghreb : 10 points supplémentaires	
1.4 Nombre de missions d'appui au secteur de l'apiculture avec échanges et réseautage Sud/Sud ou Nord/Sud en Méditerranée Aucune mission : 0 point 1 mission : 20 points 2 missions et plus : 50 points	

Evaluation de la soumission technique Formulaire 2	Points Maximum
Méthodologie de travail, planning et chronogramme détaillé par expert et par tâche	400
2.1 Les fondements scientifiques et techniques ont-ils été traités de manière suffisamment détaillée ?	40
2.2 Les contenus des formations de formateurs sont-ils bien définis et correspondent-ils aux besoins exprimés à la proposition technique ?	110

2.3 Les méthodologies pour l'accompagnement des formateurs dans les formations aux bénéficiaires finaux sont-elles bien structurées et sont-elles pertinentes ?	50
2.4 La proposition technique est-elle appropriée pour assurer l'évaluation des besoins du centre de formation en équipement ?	50
2.5 Le plan de formation intègre-t-il bien la formation des femmes au griffage de reine, et les conditions de leur insertion future ?	50
2.6 Le calendrier est-il clair, et la succession des activités ainsi que la planification sont-elles logiques, réalistes et augurent-elles suffisamment d'une bonne exécution du projet?	100

Evaluation de la soumission technique Formulaire 3	Points maximum
Experts proposés	300
3.1 Chef de Projet/Expert en Développement Territorial	150
3.1.1 Diplômes Licence : 0 point Master : 10 points Doctorat : 20 points	20
3.1.1 Expérience professionnelle en développement territorial -Entre 5 et 10 ans : 30 points -Entre 10 et 15 ans : 40 points -15 ans et plus : 60 points	60
3.1.2 Références dans la formation des adultes -Aucune référence : 0 point -Entre 1 et 4 références : 30 point -Entre 5 et 9 références : 50 points -10 références et plus : 70 points	70
3.2 Formateur/expert en apiculture	150
3.2.1 Diplômes Licence : 5 point Master : 10 points Doctorat : 20 points	20
3.2.2 Expérience professionnelle en apiculture -Entre 5 et 10 ans : 20 points -Entre 10 et 15 ans : 40 points -15 ans et plus : 60 points	60
3.2.3 Expérience professionnelle en formation d'apiculteurs -Aucune référence : 0 point -Entre 1 et 4 références : 30 points -Entre 5 et 9 références : 50 points -10 références et plus : 70 points	70

Le PNUD se réserve le droit de vérifier toutes les informations fournies et d'écartier tout soumissionnaire ayant fourni des informations erronées ou incomplètes.

Les offres qui auront obtenu au moins 700 points à l'évaluation technique passeront à l'évaluation financière ; les autres seront éliminées.

2- Evaluation de l'offre financière :

Le montant global de l'offre financière du soumissionnaire le moins disant recevra la note maximale de 1000 points.

Les autres offres financières (F) recevront une note (NF) inversement proportionnelle à la note maximale de l'offre (Fm) du soumissionnaire le moins disant, selon la formule suivante :

$$NF = 1000 \times Fm / F$$

3- Note globale

Pour finir, les propositions seront classées en fonction de leurs globale (NG), obtenue par addition de leurs notes technique (Nt) et financière (Nf), auxquelles seront appliquées des pondérations de 70% pour la note technique et de 30% pour la note financière.

Le marché sera adjugé à l'offre ayant obtenu la note globale (NG) pondérée la plus élevée, tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité).

Conditions générales applicables aux services

1.0 STATUT JURIDIQUE :

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

4.0 CESSION :

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

5.0 SOUS-TRAITANCE :

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

7.0 INDEMNISATION :

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de

responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :

- 8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.
- 8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.
- 8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.
- 8.4** Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :
 - 8.4.1** nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;
 - 8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;
 - 8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.
- 8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

9.0 CHARGES/PRIVILEGES :

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :

- 11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés

pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.

- 11.2** Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.
- 11.3** Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.
- 11.4** Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

13.1 Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

- 13.1.1** faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et
- 13.1.2** utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

- 13.2** A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :
- 13.2.1** à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et
 - 13.2.2** aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :
 - 13.2.2.1** une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou
 - 13.2.2.2** une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou
 - 13.2.2.3** s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.
- 13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.
- 13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.
- 13.5** Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.
- 13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION

- 14.1** En cas de survenance d'un quelconque évènement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

- 14.2** Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.
- 14.3** Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.
- 14.4** Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

15.0 RESILIATION

- 15.1** Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.
- 15.2** Le PNUD se réserve le droit de résiliation le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.
- 15.3** En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.
- 15.4** Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des événements susmentionnés.

16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS

- 16.1 Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.
- 16.2 Arbitrage.** Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en

vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

18.0 EXONERATION FISCALE

18.1 La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

18.2 Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

19.0 TRAVAIL DES ENFANTS

Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

20.0 MINES

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

21.0 RESPECT DES LOIS

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

22.0 EXPLOITATION SEXUELLE

22.1 Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

22.2 Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

20. POUVOIR DE MODIFICATION

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.